

Le pouvoir échappe aux islamistes

Jean-Christophe Ploquin

Les islamistes sont finalement restés dans l'opposition au parlement d'Ankara. Trois mois de tractations mouvementées n'ont pas permis au *Refah partisi* (Parti de la prospérité), la formation islamiste turque, d'entrer au gouvernement pour la première fois de son histoire. Necmettin Erbakan, son populaire président, y a pourtant cru, l'espace d'une semaine, à la mi-février. Un projet d'alliance avec le Parti de la mère patrie (ANAP), l'une des deux formations de la droite classique, ne semblait plus buter que sur la répartition de deux ministères. Mais le leader de l'ANAP, Mesut Yilmaz, a finalement renversé la vapeur et préféré un accord avec Tansu Ciller, Premier ministre sortante et leader du Parti de la juste voie (DYP), le second parti conservateur turc.

L'imbroglio s'était noué le 24 décembre lors d'élections législatives anticipées. Le *Refah partisi* est arrivé en tête, pour la première fois de son histoire¹, avec 21,3% des voix et 158 sièges sur 550. L'ANAP suivait avec 19,7% des suffrages et 133 députés, puis le DYP (19,2%, 135 sièges) et les deux principaux partis sociaux-démocrates: le Parti de la gauche démocratique de Bülent Ecevit (14,6%, 75 députés) et le Parti républicain du peuple de Deniz Baykal (10,7%, 49 députés).

Pendant de longues semaines, chacun leur tour, Tansu Ciller, Necmettin Erbakan et Mesut Yilmaz tentèrent de former une coalition mais le tabou d'une alliance de l'un des partis de la droite traditionnelle avec les islamistes paraissait inviolable tandis que la violente inimitié opposant Tansu Ciller et Mesut Yilmaz rendait impossible une coalition ANAP-DYP.

Aux alentours du 20 février, soudain, l'hypothèse d'une coalition ANAP-*Refah partisi* prit corps. Le libéral Mesut Yilmaz apparaissait souriant aux côtés de Necmettin Erbakan. Celui-ci avait accepté de céder

à son partenaire le fauteuil de Premier ministre et la plupart des ministères-clés. L'événement d'une arrivée au pouvoir par la voie démocratique de l'un des plus puissants partis islamistes du bassin méditerranéen semblait sur le point de se réaliser.

L'accord a finalement échoué. L'armée, très influente en Turquie, semble avoir fait pression en faveur d'un rapprochement Ciller-Yilmaz. En quelques jours, les leaders de l'ANAP et du DYP ont concocté un calendrier de coalition tenant compte de l'égalité de leurs forces. D'après le protocole d'accord, Mesut Yilmaz occupera le fauteuil de Premier ministre jusqu'à la fin de cette année. Tansu Ciller lui succèdera en 1997 et 1998. Mesut Yilmaz reprendra les commandes en 1999. Et un troisième larron, membre du DYP, assurera la transition jusqu'aux prochaines élections générales en l'an 2000.

L'état-major du *Refah partisi* semble s'être remis sans trop de peine de la rebuffade infligé par Mesut Yilmaz. Sans doute partage-t-il l'opinion du rédacteur en chef du *Turkish Daily news*, Ilmur Cevik, qui soulignait le 27 février que *"ceux qui maintenant se réjouissent de leurs succès en refusant un minimum de pouvoir au Refah ne semblent pas réaliser que les multiples raisons et facteurs qui ont aidé ce parti à se développer sont toujours valables. Les masses ont le sentiment que les partis traditionnels les ont laissé tomber et qu'ils aident les riches à devenir plus riches et les pauvres à devenir plus pauvres. C'est la raison du succès du Refah qui a réussi à se dépeindre comme un parti pour les pauvres et les opprimés. Le Refah est une des réalités de ce pays. Prétendre qu'il n'existe pas va seulement aggraver les choses"*.

La fragilité de la coalition ANAP-DYP s'est manifesté dès le vote d'investiture, le 12 mars. L'abstention du DSP à l'Assemblée a été nécessaire pour permettre au gouvernement de Mesut Yilmaz de recevoir l'approbation des députés à une majorité simple. Plusieurs députés de l'ANAP ayant déjà fait défection, la coalition n'a pu compter que sur le soutien de 257 députés sur 550, dix-neuf voix de moins que la majorité absolue.

Or le gouvernement devra s'employer à stabiliser l'économie, grevée par de lourds déficits publics et que l'entrée en vigueur de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, effective depuis le 1er janvier 1996, va encore plus fragiliser. Une tâche qui demanderait une assise gouvernementale solide.

Jean-Christophe Ploquin

¹ En mars 1994, le Refah partisi avait manifesté sa montée en puissance en remportant les mairies d'Ankara et d'Istanbul lors des dernières élections municipales.